

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 60 (1968)
Heft: 11

Artikel: À propos de la grève générale
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385515>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 31.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

» La grève générale est terminée. La lutte de classe des ouvriers
» continue. Nous pouvons être repoussés. Nous ne céderons pas. Là
» où la situation est favorable on y doit, d'accord avec les fédérations
» centrales, en profiter pour mener des actions syndicales, surtout en
» faveur de la journée de huit heures.

» Vive la lutte de classe ! Vive la solidarité ouvrière !

» Berne, le 14 novembre 1918.

Comité d'action d'Olten.»

A propos de la grève générale

Voix d'outre-tombe

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la grève générale suisse de 1918, il nous paraît intéressant de reproduire quelques articles évocateurs de cette douloureuse confrontation qui constitue un événement unique inscrit sur les tablettes de l'histoire.

Voici tout d'abord la voix de Charles Schürch, premier secrétaire de langue française de l'Union syndicale suisse, apprécié dans tous les milieux pour son honnêteté proverbiale, sa pondération et son art inégalable de rapprocher les hommes :

Les revendications de la grève

« Personne n'aurait pu supposer que la grève générale – la première en Suisse – aurait un tel succès. On savait les syndicats forts et bien organisés mais, jamais, même les plus optimistes ne prévoyaient une participation si grande et dans toutes les localités, même les plus reculées. Vraiment, c'est avec raison que le Président de la Confédération pouvait dire aux députés socialistes des Chambres : « Vous possédez une force terrible. » Cette force est d'autant plus imposante qu'elle reste disciplinée et unie, malgré les provocations de toutes sortes. Le spectacle de ces centaines de mille travailleurs quittant leur travail sur un signal de leurs mandataires et qui y retournent avec le même ensemble, calmes et dignes, arracha des cris d'admiration et ranima la confiance de ceux qui, à force de lutter contre l'ignorance et la passivité s'étaient peu à peu laissés gagner par le doute en une victoire ouvrière.

»Une ère nouvelle apparaît maintenant au prolétariat. Après toutes les privations et les misères endurées et que la guerre avait accentuées encore, le puissant mouvement qui vient de se déclencher a été pour beaucoup une révélation. Une révélation aussi pour la bourgeoisie qui jamais n'aurait pu se figurer un tel déploiement de forces ouvrières et un encouragement pour celles-ci à reprendre la lutte avec toujours plus de méthode et de persévérance.

»Les résultats sont de ceux qui ne se comptabilisent pas immédiatement; quoique déjà nous parvenons de divers côtés d'heureux symptômes qui nous prouvent que la bourgeoisie comprend enfin que la classe ouvrière ne saurait désormais se contenter de vagues promesses. La formation de gardes civiques, que la peur a suggérée à la réaction, n'arrêtera pas le souffle émancipateur qui passe sur le prolétariat. Il espère en plus de justice avec plus de foi que jamais, maintenant qu'il s'est imposé à l'attention du pays par la mobilisation de ses forces.

»Ce que le peuple veut, ce n'est pas la domination d'une classe sur l'autre. La crainte due à la mauvaise conscience de la bourgeoisie est vaine. La justice sociale s'établira par l'organisation consciente des forces ouvrières et non par leur dictature. La proclamation du Comité d'action d'Olten ne laisse aucun doute à ce sujet. Que demandait-il:

1. Réélection immédiate du Conseil national sur la base de la représentation proportionnelle.

2. Droit de vote actif et passif des femmes.

3. Introduction de l'obligation générale au travail.

4. Introduction de la semaine de travail de 48 heures.

5. Réorganisation de l'armée, dans le sens d'une armée populaire.

6. Garantie du service de ravitaillement d'accord avec les producteurs agricoles.

7. Assurance vieillesse et d'invalidité.

8. Monopole d'Etat pour l'importation et l'exportation.

9. Amortissement de toutes les dettes d'Etat par les possesseurs.

»Où est le bolchévisme dans ce programme?

»Le premier point dément absolument toutes les assertions de la presse capitaliste. Les travailleurs suisses ne demandent que ce qui leur revient en droit et rien de plus.

»La bourgeoisie peut-elle en dire autant; elle qui a saboté l'initiative populaire demandant la proportionnelle?

»On a reproché au Comité d'action de vouloir imposer son programme par la violence, ce qui est absolument faux puisqu'il a préféré donner l'ordre de cesser la grève plutôt que de déclencher la guerre civile.

»La modération du programme présenté dément en outre les suggestions de la bourgeoisie criant au complot contre le Conseil fédéral. Un complot n'a jamais existé que dans l'imagination malade des rédacteurs de la grande presse romande. Son venin a exaspéré les travailleurs et apeuré la bourgeoisie et ses autorités.

»Le grandiose mouvement de novembre 1918 portera d'excellents fruits; il comptera dans les annales du prolétariat suisse».

(*Revue syndicale suisse*, décembre 1918)

La grève générale

Voici l'avis d'Achille GrosPierre sur cet événement mémorable, repris du même numéro de la *Revue syndicale*:

«Elle a été pour tout le pays un événement énorme, mais pour un monde aussi bouleversé que le nôtre, elle était un incident.

»Décidément tout est relatif.

»On aurait tort toutefois, en remontant à ses causes, de les limiter à des faits aussi superficiels que la célébration de l'anniversaire de la Révolution russe qui semble être le point de départ de la provocation gouvernementale, ou, l'intervention du Conseil d'Etat zurichois se mettant sous la sauvegarde de l'armée pour se soustraire à un soi-disant complot.

»Non, le prolétariat suisse souffrant de toutes sortes de privations et de mille difficultés dans sa vie, se heurta le plus souvent à des résistances de mauvais aloi, cela autant pour le côté économique que politique de son existence.

»Il se sentait de plus en plus emporté par le désir de se libérer d'un fardeau pesant sur ses épaules depuis quatre ans comme une chape de plomb.

»Enfin, la guerre, avec toutes ses horreurs, malgré l'habitude qu'en prend la nature humaine, a provoqué une certaine dépression morale, qui accentuait encore les autres souffrances. Tout cela, amassé, alimentait chez l'individu le ressentiment qui allume les foules et peut se résumer par cette phrase lapidaire souvent répétée par tous: C'en est assez!

»Il fallait peu de chose dans ces conditions pour faire déborder le vase trop rempli déjà. L'envoi des troupes à Zurich allait en donner l'occasion. La grève du 9 novembre n'avait d'autre but que de protester contre cette malencontreuse mobilisation. Le Conseil fédéral au lieu de comprendre cette pressante demande de la classe ouvrière, répondit par une plus grande levée de troupes et l'on mobilisa de chaque côté.

»Le gouvernement contre un complot qu'il n'a pas découvert encore; et, le prolétariat, contre un gouvernement qui le provoquait aussi directement.

»A l'heure présente, personne ne pourrait expliquer les motifs de la mobilisation, tandis que les revendications présentées au nom de la classe ouvrière ont dû être reconnues par tous comme étant très légitimes.

»Sans hésitations, on doit rejeter les causes de la grève sur notre gouvernement qui n'a pas su ou n'a pas voulu comprendre le sens pourtant si clair et si profondément touchant de la démonstration du 9 novembre.

La décision

»Le prolétariat suisse ne pouvait, en face d'une situation pareille, laisser la grève générale de Zurich se terminer dans le sang sans protester encore. Il fallait agir. Convoqué d'urgence pour dimanche 10 novembre, le Comité d'action se réunit à 7 heures du soir, à Berne; dans les locaux de la F.O.M.H., et délibéra jusqu tard dans la nuit.

»En prenant connaissance des protestations lui arrivant de tous côtés, il avait à choisir entre une grève générale ordonnée et disciplinée ou des grèves locales donnant le spectacle du désordre et de la faiblesse.

»Il n'hésita pas et se prononça pour la grève générale. Quand les événements partent d'eux-mêmes, il faut les dominer et non se laisser dépasser par eux.

La lutte

»Elle devait être puissante et de courte durée. Puissante, pour qu'elle impressionne; courte, pour qu'elle porte ses fruits avant d'être terrassée.

»Ah! cette solidarité des prolétaires suisses restera un fait inoubliable dans l'histoire du pays. Les plus terribles ennemis n'y penseront pas sans admiration et sans crainte. C'était là d'ailleurs son but. Quand la classe ouvrière se croise les bras, elle devient effrayante.

»A ce moment, on comprend qu'on ne peut vivre sans elle. Il n'en faut pas davantage pour rendre féroce la réaction.

Au Conseil national

»Le parlement, convoqué d'urgence, devait fatalement devenir l'image de la bourgeoisie en fureur.

»Tous les membres de la fraction socialiste, signataires du manifeste, donnèrent en plein dans la bataille. Mais les 15 mandataires présents furent écrasés par l'unanimité bruyante et pleine de colère des représentants bourgeois.

»L'attirail militaire, aux abords du Palais, dans le Palais lui-même, les rendait insolents; et, c'est dans une atmosphère surchauffée, que les décisions d'étouffer le mouvement des prolétaires suisses même dans le sang si cela était nécessaire, se prenaient dans une unanimité arrogante.

»Pendant que la bourgeoisie organisait une lutte sanglante, la classe ouvrière, elle, la contemplait avec un calme et une dignité de colosse vertueux, mais sans colère encore.

»On admettait son programme, mais on s'insurgeait devant sa force pacifique.

Les bureaux de la F. O. M. H. occupés militairement

»Il n'en fallait pas de plus pour que la force armée intervienne. Le centre de l'action, fixé dans les bureaux de la F. O. M. H., attirait l'attention du Conseil fédéral et de l'Etat-major surtout.

»L'imprimerie coopérative, la *Tagwacht* agissant encore, représentait à leurs yeux un organisme dangereux à supprimer sans délai.

»Le mercredi 13, dès 6 heures et demie du matin, les dragons, sabre au clair, faisaient le carrousel aux abords des bâtiments de la Kapellenstrasse 6, empêchant la foule d'approcher, pendant que deux sections d'infanterie du bataillon 17, occupaient la maison, y compris nos bureaux.

»Tout cela était accompagné de l'inévitable police secrète. Nous étions délogés, et nos communications coupées. On comprendra qu'au moment où il eût été utile de maintenir le contact avec la masse en mouvement que celle-ci s'est trouvée sans renseignements. Nous en donnons donc les raisons.

Un ultimatum

»Le Conseil fédéral, appuyé si vigoureusement par les Chambres contre les représentants des salariés, adressa au Comité d'action un ultimatum lui accordant jusqu'au soir à 5 heures pour donner l'ordre de cesser la grève. Cette menace n'intimida personne. La situation s'aggravait; on touchait à la minute psychologique des responsabilités, mais aussi des résultats.

»Les déclarations faites aux Chambres par le Conseil fédéral, par les groupes politiques, concernant la proportionnelle, son application, la participation des socialistes au gouvernement, des réformes sociales et particulièrement celle de la journée de huit heures, ne laissaient aucun doute sur les effets de la grève. On sentait cette bourgeoisie rendue furieuse de ne pouvoir expliquer son attitude au sujet de réformes aussi légitimes, crier vengeance contre les fauteurs de désordres constatés nulle part.

»On prit alors un mot, un seul: «bolchévisme!» Toute la volonté de faire couler le sang était contenue dans ce terme: bolchévisme!

»A la campagne, à l'armée, dans la bourgeoisie, on criait: bolchévisme! C'est là l'explication de la résistance furibonde et haineuse que l'on déchaîna passionnément contre la classe ouvrière digne et paisible dans son droit imprescriptible de ne pas travailler.

La cessation de la grève

»Le Comité d'action, l'Union syndicale, la fraction socialiste au Conseil national, ne pouvant accepter l'ultimatum du Conseil fédéral, avaient, dans une délégation, demandé une prolongation qui fut accordée jusqu'à minuit.

»Sur toutes les consciences pesait la responsabilité de la continuation ou de la fin de la grève. Les mandataires sentaient bien que la lutte, à la suite des déclarations que nous citons plus haut, avait brisé les reins à la réaction. L'ultimatum ne posait plus qu'une question d'amour-propre. On sentait, d'autre part, que la masse ouvrière, mal informée, croirait à la défaite absolue et glorifiée par la presse bourgeoise; la décision en confirmait les apparences. Une froide analyse de la situation montra bientôt aux mandataires responsables que la continuation de la lutte ne rapporterait aucun avantage nouveau, mais, par contre, qu'elle pourrait faire couler le sang ouvrier. Il n'y eut aucune hésitation, et, à 2 heures du matin, la dernière délégation faisait savoir que la cessation de la grève était arrêtée pour le jeudi soir à minuit.

»Cette journée-là fut très mouvementée ensuite des mesures scandaleuses exécutées contre les mandataires de la classe ouvrière de la plus vieille des républiques. On n'eût pas mieux fait à Berlin sous le règne de Guillaume II.

»L'ordre de cessation fut accepté par la plupart des grévistes avec un sentiment de révolte, mais quand ils eurent connaissance du résultat de cette formidable action et que pour le surplus il s'agissait de choisir entre la fin de la grève et la guerre civile, l'hésitation fit place à la conviction que l'arrêt s'imposait à cette heure même.

»La fin fut aussi imposante que le commencement; la discipline montra une force en retraite, mais restée intacte.

Les victimes

»Nous ne savons pas encore combien de grévistes seront victimes de ce mouvement. Cependant nous croyons que l'amnistie promise sera tenue. Dans le personnel fédéral, chez les ouvriers de l'industrie privée, les fédérations respectives interviendront dans chaque cas. Mais ceux à qui nous devons songer plus encore, c'est aux assassinés. Les troupes vaudoises ont tiré misérablement dans la foule à Granges, où les ouvriers de ce grand centre industriel accomplissaient leur devoir de solidarité. Cette action monstrueuse commise en pleine rue, sur une foule tranquille, fera peser sur les officiers qui ont commandé le tir et les soldats qui ont exécuté ces ordres, une responsabilité d'autant plus lourde qu'ils ne pourront en trouver la justification.

»Aux victimes de ces meurtriers patriotes, nous adressons un adieu ému. La classe ouvrière saura se montrer digne d'un aussi noble sacrifice, en songeant aux familles qu'ils laissent dans le deuil et la douleur d'avoir perdu des êtres aimés.

Conclusions

»La classe ouvrière a donné le spectacle d'une force grandiose. Les salariés ont montré leur volonté d'être, leur résolution d'obtenir une place digne d'eux.

»Le prolétariat suisse a montré que la vie économique dépendait de sa participation collective: que sans lui tout s'arrêtait; il a établi ses droits dans la société économique et politique. On lui a répondu *oui* sur le fond et *bolchévik* sur la forme.

»Le gouvernement, l'armée, la bourgeoisie ont triomphé sur le mot, et le prolétariat sur le programme.»

Dictature du prolétariat en démocratie

C'est encore au même auteur respecté que nous emprunterons ces quelques lignes significatives:

«Tel est le sujet que le camarade Charles Naine, conseiller national, vient de traiter.

»Sur cette question si passionnément discutée, et en même temps si embrouillée, Charles Naine vient, par la publication d'une brochure, jeter une belle lumière.

»Le sujet est envisagé au point de vue de la classe ouvrière suisse. Après la grève générale, plus que jamais, cette publication est utile. Elle donnera un sérieux appui aux militants et confirmera à la masse ouvrière ses raisons de poursuivre son organisation méthodiquement.

»Mais ce dont nous sommes heureux, c'est de constater que ce travail destiné au prolétariat de notre pays démontrera que la voie de la démocratie n'a nul besoin d'être abandonnée pour arriver à ses fins. La grande clarté que Charles Naine sait jeter sur les problèmes les plus compliqués met donc à la portée de tous un sujet de grande actualité, soit la Dictature du Prolétariat ou la Démocratie?»

Les cheminots et la grève générale

Constant Frey, l'excellent auteur de l'ouvrage *La Grève générale de 1918*, qui vient de sortir des presses de l'Imprimerie populaire de Genève, a remarquablement situé le tournant social qu'amorça l'explosion populaire de 1918. Non seulement le pays entre dès lors plus résolument dans la voie du progrès et de la justice, mais les travailleurs eux-mêmes se rendent mieux compte que l'union fait la force et s'engagent dans la voie de concentrations plus puissantes, ce dont témoigne l'article suivant de la *Revue syndicale* écrit il y a cinquante ans:

«La division des forces paraissait être jusqu'à ce jour la caractéristique des organisations des cheminots. Que cela fut préjudiciable à l'ensemble de ces groupements, c'est incontestable. Mais le conservatisme est si ancré chez l'homme qu'un changement lui paraît

toujours à craindre. C'est, par exemple, avec beaucoup de peine que les fédérations des mécaniciens et des chauffeurs, qui pourtant roulent journellement ensemble, purent se décider à fusionner.

»La guerre d'abord, la grève générale ensuite, semblent pousser à un rapprochement. Les difficultés de l'existence résultant de la vie chère, avaient déjà provoqué une entente pour arriver à un meilleur résultat dans les négociations avec le Conseil fédéral. Au cours de ces réunions, l'idée fut émise de concentrer leurs efforts dans une fédération unique. Un pas de plus vient d'être fait dans cette voie.

»La conférence des comités centraux de l'Union ouvrière suisse, des entreprises de transports, de la société des mécaniciens, du personnel des locomotives, des gares, des manœuvres, des employés de trains et de chemins de fer régionaux, de l'Union des employés des chemins de fer et entreprises de navigation, des gardes-voies, a nommé une commission composée de deux membres de chacune de ces organisations chargée d'établir un projet de fusion de ces divers groupements.

»D'autre part, au sujet de la grève générale, la conférence a discuté la situation créée par l'attitude d'un certain nombre de membres de la société des employés. Elle a condamné sévèrement l'attitude de ces dissidents, qui ont tiré dans le dos des combattants, spécialement des hommes de confiance Duby et Woker, en organisant un service d'informations et en envoyant des adresses de confiance aux autorités.

»La conférence proteste contre les calomnies de ces dissidents et contre l'arrestation des collègues qui ont été victimes de leurs convictions, se déclare solidaire de ces collègues et est prête à employer tous les moyens si des sanctions étaient prises contre l'un ou l'autre d'entre eux. L'assemblée recommande à tous ses membres de rester fidèles à l'œuvre de l'organisation sur la base du mouvement ouvrier moderne.

»La Fédération suisse des employés de chemin de fer et de bateaux à vapeur V.S.E.A. ne fait pas partie de l'Union syndicale. La question fut posée et une votation générale vient d'avoir lieu parmi ses membres. Par 8450 contre 3327, ils ont donné leur adhésion. Mais, pour être définitive, une assemblée de délégués devra encore se prononcer.

»Jusqu'ici, l'Union syndicale groupe l'Union ouvrière suisse des entreprises de transport, la Fédération du personnel des locomotives, les aiguilleurs et gardes-voie, le personnel des manœuvres et les agents de trains.

»L'idée de l'organisation toujours plus complète est en marche; nul ne pourra l'arrêter; malgré les difficultés surgies momentanément sur sa route, elle atteindra tôt ou tard son but, aussi sûrement qu'un ruisseau son embouchure.»

Une grève d'employés de banque

Enfin, nos lecteurs apprécieront également ce sombre tableau d'une époque troublée par l'incroyable égoïsme des possédants, la misère en faux-col des autres, aggravée par l'incurie des pouvoirs publics. C'est de la *Revue syndicale suisse* de novembre 1918 que nous reprenons cet article éloquent dans sa concision et sa modération :

«La guerre aura beaucoup contribué à rapprocher les salariés. Trop longtemps les employés de bureaux se sont tenus à l'écart du mouvement syndical ouvrier. Une fausse conception de leur situation véritable en faisait trop souvent de petits messieurs, très flattés de se commettre avec les privilégiés de la fortune, dont ils formaient la clientèle électorale. A les voir si correctement mis, en hauts cols et manchettes blanches, chacun leur supposait de bons appointements, bien supérieurs aux modestes salaires des ouvriers. Le mouvement de Zurich vient de révéler leurs conditions d'existence.

»L'Union des employés de banque de Zurich commença son action par une enquête à laquelle répondirent environ 1500 employés. Les questionnaires rentrés établirent :

»Qu'un employé âgé de 19 ans, 6 ans de classes primaires, 3 années de secondaires, 3 ans d'apprentissage, parlant français et allemand, touche un salaire de 150 fr. par mois. – Un employé âgé de 20 ans, 6 années de primaires, 2 de secondaires, 1 an d'école de commerce, 3 ans de pratique, gagne le minime salaire de 125 fr. par mois. – Une employée âgée de 21 ans, classes primaires et secondaires, 3 années de classes supérieures des filles, parle trois langues, compte 18 mois de pratique, et touche le salaire dérisoire de 150 fr. par mois. – Un employé âgé de 23 ans, 3 années d'apprentissage, 4 ans de pratique, salaire 205 fr. par mois. – Un employé, 27 ans, 3 années d'apprentissage et 8 ans de pratique, gagne la somme de 225 fr. par mois. – Un employé, 33 ans, marié, 1 enfant, 3 ans d'apprentissage, 13 ans de pratique, touche, pour l'entretien de sa femme, son enfant et lui, 300 fr. par mois. – Un employé, 27 ans, 3 ans d'apprentissage, stage de 6 ans à l'étranger, connaissance parfaite de 4 langues, est payé 290 fr. par mois.

»Ces conditions ne seraient pas celles de cas particuliers, mais courants; aussi on comprend le réveil subit des commis de banque venant exiger une amélioration de leur sort. Ils revendiquèrent :

1. Le salaire minimum fixé à 225 fr. par mois, pour tout employé (femme ou homme) âgé de 20 ans.

2. Augmentation de 30 pour cent de traitement.

3. Tout employé a droit à deux semaines de vacances durant les dix premières années de services, dès la onzième année, trois semaines de vacances.

4. Ces revendications sont soumises aux banques zurichoises, qui sont invitées à adresser, jusqu'au 27 septembre, une réponse positive au comité de l'Union.

5. Le comité n'est pas autorisé à consentir une concession quelconque sur les dites revendications.

»C'était l'ultimatum en bonne et due forme, auquel les directeurs de banques refusèrent de répondre. Cette intransigeance déclencha la grève bientôt suivie d'une grève générale de solidarité décrétée par l'Union ouvrière de Zurich. Surpris, apeurés, les patrons cédèrent, la victoire du personnel fut complète.

»C'est certainement la première fois en Suisse que le «prolétariat en hauts cols», comme l'appellent nos camarades des bords de la Limmat, se lance résolument dans la voie suivie d'habitude par les ouvriers. Leur organisation est encore faible; s'ils ont eu la victoire, ils la doivent certainement à la surprise provoquée chez leurs employeurs par la rapidité de leur action et aussi à l'appui de l'Union ouvrière. Mais, ils auraient tort de ne s'en remettre qu'à ces deux facteurs de réussite pour l'avenir. Ils feront bien de consolider leur organisation pour être à même de soutenir s'il fallait par la suite, ce qui est fatal, une résistance plus grande encore et par leurs seuls moyens, comme le font les ouvriers dans leurs syndicats.»

Bibliographie

Georges Lefranc. Jaurès et le Socialisme des Intellectuels. Il fut une époque où certains travailleurs manuels regardaient avec méfiance les intellectuels. Les temps ont changé; un bon nombre d'universitaires nous ont rejoints. Ceux d'entre eux qui ont lutté au sein du syndicalisme ont compris qu'ils doivent rechercher des solutions réalisables aux problèmes. En revanche, d'autres sont restés uniquement des théoriciens ne tenant pas compte de la psychologie des salariés; les programmes qu'ils échaudent ne sont que rationnels, mais ne s'inquiètent pas de ce qui est possible. La présence des intellectuels parmi nous soulève donc des questions extrêmement importantes. Or Jaurès, par sa vie et par ses écrits, a donné souvent des réponses valables à ces questions. Aujourd'hui encore, elles peuvent éclairer notre chemin. Ce sera donc avec un grand profit que les syndicalistes suisses liront le dernier ouvrage de Georges Lefranc: «Jaurès et le Socialisme des Intellectuels».

Pierre Raymond-Sauvain

L'Exode des Cerveaux. Editions du Centre de recherches européennes, Lausanne.
– Du 24 au 26 août 1967 s'est tenue, dans les locaux du Centre de recherches européennes, la première Conférence internationale d'experts non gouvernementaux consacrée à l'«hémorragie de matière grise», dont continue à parler la presse de tout le continent. Des professeurs d'université et des spécialistes venus de dix pays et du monde entier ont présenté des travaux et participé aux discussions.